

 INEE giz

## Pôle de qualité inter-pays (PQIP) sur l'éducation pour la paix - Atelier

«Encourager une communauté de pratique en Afrique pour promouvoir la paix par l'éducation»

4- 6 décembre 2012  
Naivasha, Kenya

Partenaires: ADEA, Ministère de l'éducation —Kenya, Initiative allemande BACKUP —  
Éducation en Afrique, Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ

### À propos du PQIP sur l'éducation pour la paix

La paix et la sécurité sont des ingrédients essentiels pour le développement économique et social de toute nation. En Afrique, les conflits entravent non seulement le développement économique mais ont également constitué un obstacle à la réalisation de l'Éducation pour Tous (EPT). Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2011 a révélé que les pays affectés par des conflits violents sont parmi les plus éloignés de la réalisation des objectifs de l'EPT. Selon le rapport, les conflits violents renforcent également les inégalités, les griefs et le désespoir qui font tomber les pays dans un cycle de violence. En ce qui concerne l'accès des enfants à l'éducation de base, le rapport indique qu'il y a dans les pays touchés par un conflit plus de 28 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire et qui ne le sont pas, soit 42 % de l'effectif total des enfants non scolarisés du monde. Il est donc nécessaire de traiter les causes des conflits violents afin de faciliter la réalisation des objectifs de l'éducation.

L'éducation est un important vecteur de transmission des valeurs sociales d'une génération à l'autre. Pour cette raison, l'éducation offre une voie pour inculquer des compétences sociales et des valeurs pour l'avenir d'une société. Le secteur de l'éducation encourage également le respect des droits et la non-violence, l'édification de la nation, la cohésion sociale et les valeurs positives par le biais des curricula axés sur la paix.

De manière générale, l'objectif du Pôle de qualité inter-pays (PQIP) de l'ADEA est de rassembler les pays confrontés à des défis similaires et les partenaires stratégiques disposant de l'expertise dans un domaine spécifique afin de promouvoir le dialogue, l'apprentissage collectif et un espace de collaboration. Le premier PQIP mis sur pied a été le PQIP sur l'éducation pour la paix. Celui-ci a été conçu lors d'une réunion parallèle des Ministres africains de l'éducation tenue pendant la Consultation mondiale du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) en avril 2009 à Istanbul. Le PQIP a ensuite été officiellement lancé lors d'un atelier tenu à Mombasa, au Kenya, les 14-16 septembre 2009, au cours duquel le Kenya a été désigné comme pays chef de file. Le principal résultat de cette réunion a été la signature du **communiqué de Mombasa en 2009** (voir annexe 1) par les

Ministres de l'éducation présents.

### Réalisations du PQIP sur l'éducation pour la paix

Depuis sa création en avril 2009, le PQIP sur l'éducation pour la paix a vu un certain nombre de réalisations importantes.

- La première réunion s'est tenue à Mombasa, Kenya, en septembre 2009, au cours de laquelle le PQIP a été officiellement lancé avec dix (10) pays présents.
- Les Ministres de l'éducation (de l'Afrique du Sud, de l'Angola, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo (RDC), et du Soudan) se sont engagés à promouvoir la paix à travers leur système éducatif en signant le Communiqué de Mombasa lors de la réunion de lancement.
- La Table ronde sur «L'éducation, la paix et le développement" qui s'est tenue à Kinshasa, République Démocratique du Congo, en juillet 2011 fut une opportunité pour échanger les connaissances entre les PQIP et certains pays non PQIP.
- Quatre grandes études ont été menées par le Secrétariat de l'ADEA au nom du PQIP sur la reconstruction de l'éducation au Kenya, au Libéria, en RDC et au Zimbabwe au cours de la période 2010-2011. Des forums nationaux sont organisés à titre de suivi des études. Le premier forum a eu lieu au Kenya en juillet 2012 et une étude sur l'éducation pour la paix dans les universités kenyanes a également été réalisée.
- Une exposition sur le PQIP a été organisée durant la Foire de l'Innovation et de l'Échange lors de la Triennale de l'ADEA à Ouagadougou, au Burkina Faso, en février 2012.
- Une séance parallèle sur les questions liées à la paix a également été conduite pendant la Triennale de Ouagadougou.

À travers les initiatives ci-dessus, le PQIP a permis de relever le profil de la paix, la gestion et la transformation des conflits dans le secteur de l'éducation (gouvernement et partenaires), de renforcer la capacité des décideurs et des exécutants en matière d'éducation pour la paix et de générer des informations (données) sur l'éducation pour la paix.

### Lacunes et défis

Malgré les réalisations du PQIP depuis sa création, des lacunes et des défis subsistent à la fois en ce qui concerne le soutien technique et le renforcement des programmes de pays et l'engagement politique envers l'éducation pour la paix. Les conflits demeurent un obstacle à l'éducation pour tous dans un grand nombre de pays africains. Mettre l'accent sur le rôle de l'éducation dans les conflits et la paix dans ces contextes pourrait contribuer à consolider la paix et assurer ainsi un environnement propice à la réalisation des objectifs de l'éducation.

Si des progrès ont été réalisés ces dernières années aux niveaux national, régional et mondial en vue de comprendre le rôle de l'éducation dans les conflits et la façon d'utiliser les systèmes d'éducation afin de les atténuer, il convient de renforcer les efforts. En particulier pour l'Afrique, il existe un manque d'information sur la programmation et des lacunes au niveau des preuves sur ce qui fonctionne. Les outils d'analyse pour l'éducation et les conflits ainsi que les mesures de suivi et d'évaluation et les indicateurs sont limités et sous-utilisés là où ils existent. En même temps, l'adhésion politique au niveau le plus élevés est nécessaire pour garantir qu'une attention et des ressources suffisantes sont prévues pour soutenir les réponses techniques par les

systèmes de l'éducation à travers le continent.

### **Atelier PQIP – Naivasha, Kenya (décembre 2012)**

Le PQIP sur l'éducation pour la paix, qui est dirigé par le Ministère de l'éducation du Kenya en partenariat avec l'ADEA, l'Initiative allemande BACKUP - Éducation en Afrique et le Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ, organise un atelier de trois jours à Naivasha les 4-6 décembre 2012. L'objectif global de l'atelier est de revigorer le PQIP comme un mécanisme d'échange des connaissances et de collaboration entre les pays membres.

L'atelier réunira des collègues de quelques 15 pays qui soit font actuellement partie du PQIP soit souhaitent devenir membres, y compris l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Libéria, le Mali, le Mozambique, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Somalie, le Sud-Soudan, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda. Des représentants des principales initiatives régionales et mondiales participeront également pour s'engager dans l'échange des connaissances et établir des voies de collaboration possible.

L'atelier se déroulera en deux phases: d'abord, un atelier technique axé sur l'échange des connaissances et le développement d'un plan d'action régional pour le PQIP pour 2013, ensuite une réunion au niveau ministériel destinée à informer, discuter et signer « un appel à l'action » pour favoriser la paix par l'éducation.

#### Justification et objectifs

Malgré les réalisations du PQIP, l'engagement des pays membres est l'un des défis majeurs. À ce jour, l'ADEA et le pays chef de file, le Kenya, ont principalement assumé la direction des activités du PQIP. L'objectif de l'atelier est de renforcer la capacité du PQIP d'agir comme une plate-forme fonctionnelle, active et inclusive par laquelle une communauté de pratique est encouragée parmi les collègues des Ministères africains de l'éducation pour promouvoir la paix à travers l'éducation.

Particulièrement, l'atelier cherchera à atteindre les objectifs suivants:

- Partager l'information sur les activités des pays en vue de promouvoir la paix à travers l'éducation et de créer des synergies avec les initiatives régionales et mondiales qui sont stratégiquement pertinentes;
- Élaborer un Plan d'Action pour le PQIP pour qui les participants éprouvent un sentiment d'appartenance et qui soutient la collaboration, le dialogue et l'échange des connaissances sur une base continue;
- Fournir la voie à un engagement de haut niveau pour promouvoir la paix à travers le secteur de l'éducation par le biais d'un appel à l'action signé par les Ministres participants.

Dans le but de permettre au PQIP de devenir un mécanisme plus inclusif et plus actif, l'atelier offrira l'occasion aux pays du PQIP de participer à l'élaboration de ses initiatives et activités futures. Grâce à des présentations et discussions sur les programmes nationaux et les initiatives régionales et mondiales, les participants recueilleront des informations qui les aideront à définir les activités potentielles futures du PQIP. Les points focaux du PQIP

travailleront ensuite en groupes pour élaborer un plan d'action pour le PQIP en tant que mécanisme régional de dialogue, de collaboration et d'échange des connaissances. Le plan d'action régional élaboré par le PQIP lors de l'atelier donnera un aperçu des activités spécifiques jusqu'à la fin de 2013. Les points focaux du PQIP s'engageront à travailler ensemble pour garantir l'exécution des activités du plan d'action.

La volonté politique en faveur de l'action, telle qu'inscrite dans le nouveau plan d'action du PQIP, débouchera sur la réunion ministérielle le dernier jour de l'atelier. Les participants pourront informer les Ministres sur les travaux et les résultats de l'atelier technique et décrire le plan d'action régional. Après les discussions, les Ministres signeront un bref "appel à l'action", affirmant le soutien de leur gouvernement à promouvoir la paix à travers leur secteur de l'éducation.

### Résultats escomptés

Les résultats attendus de cet atelier sont:

- Une bonne compréhension des programmes de pays concernés, y compris les lacunes, les défis et les leçons apprises;
- Un plan d'action pour le PQIP jusqu'à la fin de l'année 2013 qui fait état de ses activités pour la collaboration, le dialogue et l'échange des connaissances;
- Un appel à l'action signé par les Ministres de l'éducation participants signalant leur engagement à promouvoir la paix par l'éducation.

Les résultats de l'atelier seront documentés et partagés avec toutes les parties concernées.

## **Annexe 1**

# **COMMUNIQUÉ DE MOMBASSA SEPTEMBRE 2009**

### **PRÉAMBULE:**

Les Ministres africains de l'éducation et nos représentants, présents à l'atelier régional du Pôle de qualité inter-pays de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) sur l'éducation pour la paix, qui s'est tenu du 14 au 16 septembre 2009 à Mombasa, au Kenya, sur le thème : Éducation pour la paix : intégration et partenariats ;

Reconnaissant le 21 septembre journée internationale de la paix que tous les pays devraient célébrer ;

Rappelant la Déclaration de Mombasa de 2004, dans laquelle les pays présents se sont engagés à utiliser leurs systèmes éducatifs comme instruments et forces pour la construction de la paix, la prévention et la résolution des conflits, et la construction des nations ;

Constatant que les conflits, l'insécurité et l'instabilité continuent de poser des défis majeurs au développement économique, social et culturel de nombreux pays africains ;

Reconnaissant que sans la paix, il ne peut y avoir de développement humain, social, économique ou spirituel, tant au niveau individuel, qu'au niveau des communautés, des nations et du monde ;

Reconnaissant que les conflits et l'instabilité compromettent à long terme la qualité de l'éducation et la réalisation des objectifs d'éducation pour tous (EPT) et de la Deuxième décennie de l'éducation tout comme les objectifs de développement du millénaire (ODM) ;

Convaincus qu'en l'absence de conflit et de guerre, la paix ne doit pas être considérée comme acquise mais qu'elle doit être développée et entretenue dans les cœurs et les esprits ;  
Reconnaissant également les efforts considérables déployés par nos pays pour intégrer l'éducation pour la paix dans nos systèmes éducatifs ;

### **Convenons:**

De la nécessité de s'attaquer aux problèmes structurels qui visent à promouvoir la paix durable et la justice en n'oubliant pas de promouvoir les moyens qui aideront les citoyens, les jeunes et les adultes de se libérer des programmations émotionnelles telles que haine et souffrance qui risqueraient d'influencer l'évolution négative de nombreuses générations futures ;

Que nos systèmes éducatifs, comme fondement du développement et instrument pour promouvoir une culture de la paix, devraient : aller au-delà de l'acquisition des connaissances et des compétences et viser la transformation des cœurs et des esprits afin de permettre une vie harmonieuse entre les être humains ; amener les apprenants à considérer la diversité ethnique, religieuse et culturelle de leurs sociétés comme une richesse plutôt que comme un problème ;

D'intégrer cette diversité dans les programmes d'éducation formelle et non-formelle des enfants, des jeunes et des adultes ; d'incorporer dans les programmes une dimension spécifique visant à éradiquer la violence et à promouvoir l'amour entre les individus ;

De formuler et de renforcer nos politiques et stratégies nationales afin d'assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation efficaces des programmes d'éducation pour la paix ;

De renforcer les capacités pour l'éducation pour la paix à tous les niveaux, en accordant une attention spéciale aux éducateurs, aux formateurs, aux spécialistes de développement des curricula, aux personnels de terrain, aux organisations de la société civile, aux notables, aux parents, aux associations de parents d'élèves et aux communautés de manière générale, afin d'habiliter tous les apprenants et faire de chacun d'eux des agents de la paix dans leurs sociétés, tout en accordant une attention particulière aux pays en situation de post-conflit et dans un souci d'inclusion, aux besoins en renforcement des capacités des groupes marginalisés et vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes avec des besoins spéciaux ;

D'encourager les partenariats stratégiques entre disciplines, entre régions et entre secteurs ainsi que la collaboration avec les décideurs politiques, les leaders de communautés, la société civile, le monde des affaires, et les partenaires au développement pour une meilleure mise en œuvre des initiatives d'éducation pour la paix ;

D'appeler tous les gouvernements africains à assurer le respect de la constitution et l'application des lois relatives aux droits humains, à la protection de la dignité humaine et au respect de la diversité culturelle ;

D'appeler solennellement les gouvernements africains à collaborer avec toutes les parties prenantes, et en particulier avec les media, afin de promouvoir une communication positive qui contribue à la cohésion nationale, et légiférer contre les discours qui incitent à la haine et les propos incendiaires afin de protéger les citoyens, tout en préservant la paix et la stabilité à tout moment ;

Appelons solennellement les gouvernements africains à mettre en place de manière urgente des programmes et stratégies qui génèrent des emplois et des revenus pour les jeunes afin d'éradiquer leur désespoir et leur sentiment de démoralisation ;

D'encourager l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) de continuer à appuyer et à coordonner le Pôle de qualité inter-pays sur l'éducation pour la paix.

Approuvé le 16 septembre 2009

AFRIQUE DU SUD  
ANGOLA  
COTE D'IVOIRE  
KENYA  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
SOUDAN  
OUGANDA